



L'atelier 2000 du Forum Palabre

Mobilisation des ressources locales par les organisations paysannes: une quarantaine de participants africains se sont retrouvés sur ce thème au CESAO* de Bobo-Dioulasso

Les organisations paysannes et d'appui ne le savent que trop: l'argent se fait rare. Du moins l'argent de la coopération. Tout se passe comme si le nouveau millénaire consacrait un nouveau mot d'ordre international: «*Débrouillez-vous!*». Du coup, c'est la lutte pour la survie. Il arrive même que des organisations paysannes se découvrent des talents de démarcheurs auprès des bailleurs de fonds. D'où une certaine irritation d'organismes d'appui installés dans ce créneau. Si certains y voient la fin programmée des organismes d'appui, pour d'autres, il y aura une mutation de ces structures, qui se redéfiniront un autre rôle. Une chose est, en tout cas, sûre: plutôt que d'attendre des réveils douloureux, il est sage d'affronter la crise. Comment? En développant des stratégies autonomes de financement des activités. C'est pour échanger sur ce problème que des représentants de douze pays africains ont répondu à l'invitation du Forum Palabre du 3 au 7 juillet dernier.

L'octroi du crédit apparaît comme la plus évidente des mesures à mettre en place. Presque partout sur le continent, des expériences existent dans ce domaine, avec par endroits des exemples de mobilisation de fonds considérables. C'est le cas du Burkina Faso, avec le Réseau des caisses populaires. L'an passé, cette structure a pu épargner plus de 11 milliards de F CFA dont 7,5 milliards consacrés au crédit. Une manne qui excite des appétits et fait venir aux guichets une nouvelle clientèle: les fonctionnaires et les commerçants. Et les paysans dans tout cela? «*Nous avons peur qu'ils soient mis de côté un jour, au profit de cette nouvelle clientèle. Allons-nous pouvoir continuer à satisfaire les pay-*

sans dans ce nouvel environnement?» Telle était l'interrogation d'un agent de ce Réseau. «*Faisons attention à ne pas nous focaliser sur le crédit*», fait remarquer Ibrahim Tiémogo, le représentant du CTA*. «*Le crédit n'est pas la panacée. Il faut en tenir compte certainement, mais il y a sans doute d'autres possibilités*».

Des alternatives à imaginer

Des initiatives salvatrices et originales, certaines OP en ont ou bien y pensent. Elles prennent la forme de captations de fonds nationaux, de prélèvements de pourcentages sur des ventes groupées ou sur des filières agricoles. Illustrations par l'exemple, avec Léon Adabouko, coordonnateur des programmes de l'Union départementale des producteurs de coton de l'Atacora, au nord-ouest du Bénin. «*L'idée de prélèvement sur une filière agricole m'est venue en 1997, à une époque où le coton avait bien donné. Mon idée était de faire en sorte qu'on profite de la hausse des cours du coton pour mettre des sous de côté. Car dans la région, si les gens étaient riches individuellement, ils étaient pauvres collectivement, n'ayant pratiquement rien comme ressources.*» Après bien de péripéties, l'idée est concrétisée, de façon extrêmement simple: sur chaque kilo de coton vendu, 5 F CFA sont retenus et ainsi répartis: 2 francs pour le groupement villageois, 2 francs pour la sous-préfecture et 1 franc pour l'Union départementale. Or, à la campagne 1999-2000, le département a produit quelque 60 000 t. «*Avant de venir au présent atelier, j'ai pu faire entrer dans les caisses 32 millions sur les 60 millions de F CFA*», dévoile Léon A. qui fait un rapide calcul sur

le volume d'épargne qu'aurait pu ainsi mobiliser un département comme le Borgou, grand producteur de coton béninois: en moyenne, entre 200 000 et 250 000 t/an. «*En prélevant 1 F CFA par kilo et par campagne, énonce-t-il, cette zone de production gagnerait en moyenne 1/4 de milliard de F CFA/an. De quoi monter une banque agricole ou commerciale, au bout de quelques années!*»

Bien entendu, il existe d'autres voies de mobilisation des ressources internes comme les droits d'adhésions, cotisations annuelles, prestations de services... Pour ce qui est des deux premiers modes, la réalité témoigne souvent de difficultés dans leur collecte et la très faible importance qu'ils représentent par rapport aux besoins des OP, selon un document de synthèse élaboré par l'Inter-Réseaux sur cette question. Lancinante question de l'autofinancement dont Younoussi Boukary, vice président de l'Inter-Réseaux, a traduit le mieux, sans doute, les blocages: «*Les gens n'ont pas une vision à long terme du problème. On trouve des OP qui font de l'argent, mais ne planifient pas vraiment leur autofinancement. A mon avis, c'est le fond du problème*» ■

Crépin Hilaire Dadjo

* CESAO, Centre d'études économiques et sociales d'Afrique de l'Ouest, 01 BP 305 Bobo Dioulasso. Tél. 97 23 06
Email: cesao.bobo@fasonet.bf
CTA, Centre technique de coopération agricole et rurale, Pays-Bas.

Le Forum Palabre L'va de l'avant

Initié en 1998 par une dizaine d'organismes d'appui africains avec le soutien de l'Inter-Réseaux, le Forum Palabre évolue très positivement. Ainsi des représentants d'organisations paysannes sont venus rejoindre le noyau d'origine. De plus, ses activités de capitalisation d'expériences sur la structuration du milieu rural et de mise en réseau, seront désormais coordonnées par le CESAO. Pour ce faire, le Forum Palabre s'est doté d'un comité de pilotage composé de trois organismes d'appui (CESAO, Service d'appui aux initiatives locales de développement du Cameroun et ENDA-GRAF du Sénégal), ainsi que d'une Fédération de producteurs agricoles (ANOPACI de Côte d'Ivoire) et de l'Inter-Réseaux. Des organismes "points-focaux" de huit pays relayeront cet effort pour permettre à d'autres partenaires de participer à la dynamique enclenchée.